

Quelques réflexions sur le déclin de la jeune démocratie brésilienne

Leonardo Tricot Saldanha¹

Même si le régime constitutionnel brésilien actuel émerge de la fatigue d'un long régime autoritaire, même si les criminels de la période dictatoriale ont été amnistiés, même si l'avènement de la démocratie n'a pas entraîné d'alternance au sein des élites économiques nationales, les générations qui suivent l'année de 1988² ont des bonnes raisons d'être optimistes. Le nouveau texte constitutionnel comprend une longue liste de droits fondamentaux, un système d'actions judiciaires capable de les protéger, un contrôle efficace de la constitutionnalité et engage le pays à participer aux efforts de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Il s'attache à la démocratie formellement et matériellement, tout en renforçant les organes capables de garantir le bon déroulement des élections et la répartition équitable du temps d'antenne entre les courants d'opinion.

Le fait que la récente dictature ait été traitée avec docilité par la constitution, sans l'instauration d'une justice transitionnelle digne de ce nom, ne nous a pas effrayés - l'Espagne, avec sa constitution-programme de 1978, avait parcouru un chemin tout à fait similaire à celui arpenté par le Brésil de la "Re-démocratisation". Un grand pacte national avait été conclu, un compromis qui, en échange de l'oubli du passé, permettait la participation de tous à la construction de la démocratie libérale qui émanerait du pouvoir constituant de 1988.

Brasilia, le 19 avril 2016. Dilma Rousseff, présidente de la République, est écartée de ses fonctions par la chambre basse du parlement brésilien dans le cadre d'une procédure d'impeachment menée pour des raisons manifestement frivoles. Député à l'époque, Jair Messias Bolsonaro a dédié son vote à "la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, la peur de Dilma Rousseff", ainsi qu'à l'armée et à Dieu³. Ustra fut le chef de l'organe de

¹ Docteur en droit à l'Université pontificale catholique du Rio Grande do Sul (Brésil), Doctorant en droit public à l'Université de Montpellier, CERCOP.

² La constitution brésilienne a été promulguée le 5 octobre 1988.

³ DELLA BARBA, Mariana et WENTZEL Marina, *Discurso de Bolsonaro deixa ativistas 'estarecidos' e leva OAB a pedir sua cassação*. BBC News, édition de 19 avril 2016. Disponible au

répression politique du gouvernement militaire (DOI-Codi) de l'armée brésilienne dans l'État de São Paulo de 1970 à 1974. Sous le commandement du colonel, au moins 50 personnes ont été assassinées ou ont disparu et 500 autres ont été torturées, dont Dilma Rousseff (membre d'un commando de libération à l'époque). Le député n'a pas été sanctionné pour cette opinion qui, en plus d'être inhumaine, fait preuve d'agressivité et atteint les valeurs constitutionnelles. Il est, au contraire, devenu le meneur ayant agglutiné l'extrême droite et la droite dans les années à venir, et fut élu président de la République en 2018 avec le vote de nombreux politiciens traditionnellement de centre.

Si nous prenons les deux moments historiques présentés, une question se pose. Comment un projet de société libérale et démocratique tellement bien tissé a-t-il pu être si fortement ébranlé ? Pourquoi le respect mutuel, base matérielle des droits fondamentaux et de la démocratie, a-t-il abandonné l'espace public ?

Nous espérons contribuer à l'analyse d'une question aussi complexe en revisitant les travaux de deux philosophes politiques majeurs du 20^e siècle, à savoir John Rawls⁴ et Jürgen Habermas⁵. Nous le ferons non seulement parce que nous considérons que leurs positions théoriques sont riches et complémentaires, mais aussi en raison de la notoriété de ces deux auteurs auprès des universités brésiliennes à l'époque de l'élaboration de la constitution de 1988. Ces travaux nous intéressent en outre parce qu'ils ont établi une sorte de canon sur ce qu'est la démocratie libérale. Bien que leurs objectifs diffèrent dans leurs chefs-d'œuvre - pour Rawls, il serait question de trouver les conditions sur lesquelles des doctrines morales englobantes mais raisonnables pourraient coexister, guidées par des principes de justice politique ; pour Habermas il s'agirait de concilier l'hétéronomie du droit avec l'existence de citoyens libres et égaux - les deux auteurs ont établi les conditions pour qu'une société puisse être considérée comme démocratique et pour que ses citoyens soient autonomes.

Et sous quelles conditions ? Dans le cadre de ce texte, nous en analyserons quatre. 1) La démocratie a une conception relative de la vérité politique. Elle est l'héritière directe de

https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2016/04/160415_bolsonaro_ongs_oab_mdb, visualisé le 27 mai 2023.

⁴ Surtout dans RAWLS, John. *La Justice comme équité*. Traduction de Bertrand Guillarme. Paris, La Découverte Poche, 2008.

⁵ HABERMAS, Jürgen. *Droit et Démocratie*. Traduction de Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme. Paris, Gallimard, 1997.

Kant et des autres penseurs des Lumières et croit en un processus critique de prise de la décision politique, en dehors de tout dogmatisme. 2) La capacité des citoyens à distinguer les raisons privées, fondées sur une doctrine morale englobante, des raisons publiques argumentables ayant une prétention à la validité devant les autres citoyens. En d'autres termes, la séparation entre religion et politique. 3) La reconnaissance de l'autre comme source de revendications légitimes. Tous ceux qui argumentent publiquement sans utiliser d'arguments moraux particuliers doivent être pris au sérieux. Cela signifie que nous devons nous mettre à l'écoute attentive et sincère, et que nous devons considérer changer d'avis. 4) Les expériences humaines doivent être authentiques et non manipulées par un quelconque pouvoir.

Chacune de ces conditions a été systématiquement attaquée par les forces antidémocratiques au cours des trente années précédant le gouvernement de Jair Bolsonaro. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec le pacte de 1988 ont agi silencieusement dans les médias traditionnels, ont appris à manier les réseaux sociaux et ont créé des « think tanks » pour l'action politique. Plus récemment, ils ont instrumentalisé les pouvoirs de l'État, comme dans le cas de la célèbre opération "lava-jato"⁶. Cette instrumentalisation a atteint un niveau consternant au cours des quatre dernières années pendant lesquelles l'extrême droite a gouverné, alliée à la droite traditionnelle et même à de nombreux politiciens du centre.

L'objectif du présent texte est de mettre en évidence cette relation entre les attaques contre les conditions théoriques de la démocratie et la perte du consensus social autour des droits fondamentaux et du régime démocratique au Brésil. Nous analyserons les quatre conditions que nous venons d'énoncer et nous rendrons compte des attaques perpétrées contre ces conditions. Ce faisant, nous voulons alerter sur le fait que ce type d'attaque n'est pas accidentel - nos ennemis ont également lu Rawls et Habermas ; ils les ont d'ailleurs parfaitement compris.

⁶ ESTRADA, Gaspard et BOURCIER, Nicolas. *Le naufrage de l'opération anticorruption « Lava Jato » au Brésil*. Le Monde, édition de 09 avril 2021. Disponible au https://www.lemonde.fr/international/article/2021/04/09/au-bresil-une-operation-anticorruption-aux-methodes-contestables_6076204_3210.html. Visualisé le 27 mai 2023.

1) La démocratie a une conception relative de la vérité politique.

Il s'agit de savoir si les décisions politiques peuvent être jugées sur la base d'un binôme bien/mal ou si la nature complexe de l'objet politique engendre un processus décisionnel qui exclut les certitudes. A partir de la compréhension du caractère relatif de la vérité politique que l'importance de l'autre (et donc de la tolérance) s'agrandit, ainsi que celles du processus législatif et des conditions du débat.

La relativité de la vérité est l'application des idéaux des Lumières à la politique. Kant dit que la possibilité d'affirmer quelque chose avec un certain degré de certitude est la publication de ce qui est pensé pour être soumis à la critique d'autres êtres pensants, de l'humanité qui progresse ensemble⁷. Pour cela, les différents individus pensants doivent se mettre d'accord sur une méthode, une procédure, dont les collaborateurs ne peuvent s'écarter. Et dont la règle principale est la publicité. La critique est le point central de la méthode, de sorte que tout usage du discours interdisant la critique est inutile pour la science.

L'héritage que la méthode critique laisse à la théorie démocratique est évident. Les citoyens libres et égaux doivent débattre des questions politiques dans le cadre d'un processus législatif où la voix de chacun est entendue et écoutée⁸. Seul un tel processus ouvert, public et constructif peut conduire à la légitimité du droit exercé sur des citoyens libres. Et la procédure doit être réversible, c'est-à-dire qu'elle doit permettre aux nouvelles générations de revoir les décisions prises par les celles qui les ont précédées. Les revendications dogmatiques fondées sur des croyances traditionnelles ou religieuses qui ne peuvent être défendues rationnellement n'ont pas de place dans une telle procédure délibérative.

La réalisation concrète de cet idéal intercommunicatif pour la formation d'un droit légitime est un défi pour tous les pays. Mais l'émancipation des différents types d'autorités traditionnelles devrait être l'objectif des sociétés qui se veulent démocratiques, et selon l'histoire de chaque pays, cette émancipation sera plus ou moins facile. Dans le Brésil

⁷ O'NEILL, Onora. *Constructions of reason*. 4ème réimpression. New York : Cambridge University Press, 2000, p. 16.

⁸ HABERMAS, *op. cit.*, p.135.

républicain, le rôle d'autorité traditionnelle et modératrice est exercé par l'armée, dotée d'une organisation et d'une hiérarchie unifiées au niveau national.

L'avènement du nouvel ordre constitutionnel (qui, rappelons-le, avait succédé à une dictature militaire) aurait dû avoir un impact sur la formation des nouveaux cadets dans les académies militaires. Malheureusement, les programmes scolaires n'ont pas changé et l'on continue à enseigner aux futurs généraux que les militaires constituent une réserve morale de la nation et qu'ils ont le devoir d'agir politiquement en cas de danger⁹. Et ce danger est normalement identifié aux forces politiques progressistes, en raison de leur éventuelle proximité du communisme. Dans les académies militaires, le coup d'État de 1964 est toujours haussé au rang de révolution - une révolution parrainée par l'armée pour maintenir le pays fidèle à l'ordre chrétien et occidental. Il n'est pas besoin de souligner ici à quel point cette idéologie, fautive, même dans les années 60 du siècle dernier, est aujourd'hui dépassée. Il faut cependant dire qu'elle vit autant dans les casernes qu'au cœur de la population. L'image que les militaires avaient au début du gouvernement Bolsonaro était une image d'honnêteté et de désintéressement. Ils seraient les gardiens d'un projet de pays à l'abri de la corruption des politiciens traditionnels. Ils posséderaient un accès préférentiel à la vérité politique, sinon son monopole.

C'est à l'académie militaire "Agulhas Negras" (AMAN), appartenant à l'armée de terre, que Bolsonaro a présenté sa candidature pour la première fois le 29 novembre 2014¹⁰. Dès lors, sa proximité avec l'armée a été largement utilisée comme outil de propagande. Lorsqu'il a été élu, le nouveau président a doté l'administration publique fédérale de 6157 militaires occupant des postes civils commissionnés¹¹, y compris des ministres dans des domaines tels que la santé.

⁹ RUSCHEL, René. *O Brasil é refém do Partido Militar, diz coronel Marcelo Pimentel*. Carta Capital du 30/05/2021. Disponible au <https://www.cartacapital.com.br/politica/o-brasil-e-refem-do-partido-militar-diz-coronel-reformado/>. Visualisé le 27 mai 2023.

¹⁰ AREIAS, Karilayn. *Militares acolhem Bolsonaro*. O Dia du 7/12/2014. Disponible au <https://odia.ig.com.br/noticia/brasil/2014-12-08/militares-acolhem-bolsonaro.html> Visualisé le 27 mai 2023.

¹¹ LIS, Lais. *Governo Bolsonaro mais que dobra número de militares em cargos civis, aponta TCU*. G1 du 17/07/2020. Disponible au <https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/07/17/governo-bolsonaro-tem-6157-militares-em-cargos-civis-diz-tcu.ghtml> Visualisé le 27 mai 2023.

L'image véhiculée par le président et son gouvernement a toujours été contraire au pluralisme démocratique, ce qui s'est manifesté dans les différentes politiques publiques adoptées. Un exemple percutant a été la mise en place des écoles civiles-militaires dans lesquelles la gestion des écoles publiques a été confiée à l'armée. Dans ces écoles, les valeurs militaires, telles que l'obéissance, étaient (et sont toujours) enseignées aux enfants et adolescents âgés de 11 à 17 ans¹². Dans le même esprit, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre le nouveau système d'enseignement secondaire en rendant facultatives les disciplines humanistes telles que la philosophie et l'histoire.

En ce qui concerne la conception relative de la vérité dans un régime démocratique, le cas du Brésil montre le danger de maintenir des organes structurés contestant la volonté populaire de contrôler le destin du pays. Dans un pays qui se veut démocratique, il doit y avoir une authentique éducation à la diversité et au pluralisme, un défi dur qui n'a malheureusement pas été relevé par les premiers gouvernements après 1988.

2) La capacité des citoyens à distinguer les raisons privées des raisons publiques

L'un des principaux objectifs de la théorie de la justice proposée par John Rawls est de trouver un moyen pour les personnes ayant des religions et d'autres idéologies englobantes d'être citoyens d'une société bien ordonnée et collaborative. L'actualité et l'importance de ce projet théorique pour notre époque sont immenses. Les sociétés humaines sont de plus en plus multiculturelles et des problèmes autrefois cachés deviennent de vrais obstacles à la coexistence sociale. Le philosophe part du principe qu'il est naturel pour chacun d'entre nous de posséder une doctrine morale ou religieuse générale qui nous permet de décider ce qui est bon ou mauvais pour notre vie. Cette doctrine, Rawls l'appelle doctrine englobante particulière. La croyance d'un grand nombre de personnes en une même doctrine fait d'un groupe de personnes une communauté. Dans la société, différentes communautés aux croyances très dissemblables coexistent - les juifs, les musulmans, les athées et les chrétiens,

¹² BRÉSIL, ministère de l'éducation. *Site officiel des écoles civiles-militaires*. Disponible au <https://escolacivicomilitar.mec.gov.br/#:~:text=O%20Programa%20Nacional%20das%20Escolas%20C3%ADvico%2DMilitares%20C3%A9%20uma%20iniciativa,escola%20e%20apoio%20dos%20militares>. Visualisé le 27 mai 2023.

par exemple. Si chacune de ces communautés entend faire prévaloir l'ensemble de ses croyances dans l'environnement social, le conflit sera inévitable.

Pour qu'une société multiculturelle soit viable, les citoyens doivent être capables de distinguer les croyances générales et celles qui peuvent être présentées aux prétentions de validité pour la communauté politique¹³. Cette distinction doit essentiellement se fonder soit sur un projet égalitaire de droits fondamentaux, soit sur la justification publique de l'inégalité - mais nous n'approfondirons pas cette question ici. Ce qui est important, c'est de remarquer que les motifs moraux ou religieux ne peuvent pas être opposés dans l'arène publique - un catholique ne pourrait pas, par exemple, s'opposer à l'IVG en invoquant le caractère sacré de l'âme du fœtus.

La séparation entre religion et politique est un thème central de l'histoire et de la théorie politique françaises. Il n'en va pas de même aux États-Unis, et l'effort de John Rawls prend tout son sens dans cette réalité où le christianisme fait partie du tissu même de l'État. Tout au long du XXe siècle, le Brésil a connu un changement de modèle social passant de l'Europe aux États-Unis. Il était naturel que la séparation entre la religion et la politique perde de sa force. Consciente de cette influence, la constitution brésilienne a affirmé la laïcité et la séparation entre la religion et l'État¹⁴ ; les institutions républicaines n'ont toutefois pas limité l'action organisée des églises en politique.

Le Brésil a vu naître des églises pentecôtistes et néo-pentecôtistes à partir des années 1970, à l'instar de ce qui s'est passé aux États-Unis avec le phénomène du pasteur baptiste Billy Graham. Dans le même modèle, ces églises cherchent à établir des liens avec le pouvoir politique pour faire prévaloir les croyances religieuses. Elles ont connu une croissance exponentielle au Brésil, passant de 5,2 % de la population en 1970 à 22,2 % en 2010¹⁵.

¹³ RAWLS, *op. cit.*, p. 45.

¹⁴ BRÉSIL, Constitution de 1988, art. 19, I.

¹⁵ AZEVEDO, Reinaldo. *O IBGE e a religião - Cristãos são 86,8% do Brasil; católicos caem para 64,6%; evangélicos já são 22,2%*. Veja de 29/6/2012. Disponible au <https://veja.abril.com.br/coluna/reinaldo/o-ibge-e-a-religiao-cristaos-sao-86-8-do-brasil-catolicos-caem-para-64-6-evangelicos-ja-sao-22-2#:~:text=Se%20em%201970%20havia%2091,na%20esteira%20das%20migra%C3%A7%C3%B5es%20internas>. Visualisé le 27 mai 2023.

L'absence de données officielles plus récentes ne permet pas d'analyser l'évolution actuelle du mouvement, mais on peut affirmer qu'elle ne cesse de croître.

Les évêques de ces confessions religieuses ont une grande influence sur les votes des fidèles, ce qui leur vaut d'être courtisés par les candidats¹⁶. Leurs programmes font partie de la plate-forme électorale de nombreux politiciens. Pour réduire les dégâts causés par l'adhésion des évangéliques aux candidats de droite, certains agendas comportementaux disparaissent du programme électoral de la gauche, comme la défense des droits des populations LGBTQ+, par exemple. Mais l'influence des leaders évangéliques sur la politique brésilienne n'est pas seulement indirecte. Il existe un front parlementaire évangélique à la Chambre des députés brésilienne composé de 220 députés (sur un total de 513)¹⁷. A titre de comparaison, les partis qui soutiennent l'actuel président Lula comptent 81 députés. Le dernier juge nommé à la Cour suprême par l'ancien président Bolsonaro avait la spécificité d'être "très évangélique", ce qui tue toute prétention rawlsienne.

L'absence de sensibilisation politique à l'importance de la séparation des raisons privées et publiques a entraîné l'absence de mesures éducatives en faveur de la laïcité et de la tolérance au Brésil. Le citoyen qui n'a jamais été éduqué à comprendre que certains facteurs de sa foi ne peuvent être imposés aux autres est un aspirant à vivre sous un autoritarisme, voire une théocratie.

3) La reconnaissance de l'autre comme source de revendications légitimes

Une fois qu'un citoyen libre et égal est capable de distinguer les raisons publiques des raisons privées, il peut soumettre les premières au débat public. La démocratie libérale ne peut exister que dans le cas où ces revendications seraient traitées sur un pied d'égalité avec celles présentées par d'autres personnes douées de la même capacité discursive. Nul ne peut

¹⁶ MIURA, Raquel. Bolsonaroistas e petistas correm atrás de voto decisivo dos evangélicos em eleições de 2022. RFI, 15/07/2021. Disponible au <https://www.rfi.fr/br/brasil/20210715-bolsonaristas-e-petistas-correm-atr%C3%A1s-de-voto-decisivo-dos-evang%C3%A9licos-para-eleic%C3%A7%C3%B5es-de-2022> . Visualisé le 27 mai 2023.

¹⁷ BRASIL, Câmara dos Deputados. <https://www.camara.leg.br/internet/deputado/frenteDetalhe.asp?id=54477> Visualisé le 27 mai 2023.

être ignoré. Nul ne peut avoir sa parole supprimée. Nul groupe ne peut être exclu de la parole en raison de préjugés, quels qu'ils soient.

Il convient alors de souligner qu'il ne s'agit pas tout simplement d'un accès formel aux médias. Le fonctionnement de la démocratie exige que les arguments présentés au public par des personnes ou des groupes soient vraiment pris au sérieux¹⁸, ce qui signifie qu'ils doivent être débattus en utilisant des réponses liées à l'argument initial. Ils doivent mener les interlocuteurs à une véritable réflexion sur l'objet discuté, ce qui signifie, en fin de compte, être prêt à changer d'avis en analysant l'argument d'autrui. C'est la maxime kantienne de ne jamais utiliser l'autre comme un moyen, mais comme une fin. Selon Habermas¹⁹, la prise au sérieux de l'opinion de l'autre est une condition de validité du processus législatif, sans laquelle il est impossible de concilier loi obligatoire et liberté individuelle.

La condition analysée à ce moment-là est peut-être la plus difficile à atteindre, quel que soit le moment de l'histoire. Le jour vécu, cependant, semble toujours le plus difficile pour celui qui le vit - c'est peut-être pour cela que les nouvelles technologies de l'information semblent si néfastes à l'écoute et à la compréhension de l'autre. Nous avons tendance à nous réfugier dans nos convictions et à attribuer à l'adversaire politique tous les maux du monde - et il s'agit là d'un problème mondial, non seulement brésilien.

Le Brésil est un pays où l'exclusion d'une grande partie de la population est une réalité de longue date. Les pauvres, les Noirs et les Indigènes n'ont accès qu'à une demi-citoyenneté, ce qui constitue une plaie sociale bien plus grande que celles dont il est question dans ce texte. D'une certaine manière, malheureusement, l'exclusion de ces groupes de la vie politique du pays n'est pas nouvelle, ses origines étant bien plus lointaines. Malgré la tragédie que représentent ces silences, ce n'est pas d'eux pour autant que nous parlerons ici.

Le nouveau phénomène qui est apparu et qui cherche à exclure les acteurs politiques traditionnels et identifiables de la possibilité d'un discours est une sorte de militantisme de la haine. On peut le repérer dès 2005, lorsque des accusations de corruption ont été lancées au cours du premier gouvernement de Lula, du Parti des travailleurs. Ces dénonciations ont été

¹⁸ HABERMAS, *op. cit.*, p.139

¹⁹ *Idem*, p. 144.

répétées tous les soirs dans le plus grand téléjournal du pays, même en l'absence de toute enquête ou information, pendant des mois. Le substrat nécessaire a été créé pour que la haine vis-à-vis du gouvernement puisse se répandre, ainsi que la médiatisation du procès de certains alliés du gouvernement qui, en fin de compte, ont été condamnés avec très peu de preuves.

Un deuxième moment important a été celui des manifestations contre l'augmentation des tarifs des bus en 2013. Là, la haine semée en 2005 a commencé à porter ses fruits, parmi lesquels se distingue le mouvement Brasil Livre (MBL), de caractère néolibéral. Le mouvement financé par des hommes d'affaires nationaux et par des dépôts étrangers non identifiés²⁰ a catapulté la carrière politique de plusieurs jeunes gens absolument décomplexés en défendant l'extermination de tout gauchiste. En 2018, après l'assassinat de Marielle Franco, conseillère municipale de Rio de Janeiro, et de son chauffeur, le MBL a tenté de dissimuler le caractère politique de l'assassinat en essayant de lier la conseillère, une femme noire, habitante d'une favela et lesbienne, au trafic de drogue. Bolsonaro suit cette même ligne de violence lorsqu'il affirme que la seule erreur de la dictature a été de ne pas avoir tué 30 000 gauchistes et lorsqu'il a promis pendant sa campagne que, s'il était élu, il mitraillerait les membres du Parti des travailleurs. Il faut absolument remarquer ici que ces menaces avaient un caractère symbolique - tout le monde savait qu'il s'agissait d'une bravade. Mais la menace avait une autre destination que les corps physiques des opposants - c'était la voix d'une gauche avec la mémoire de la dictature que Bolsonaro voulait faire taire.

Parallèlement, les groupes néo-nazis se multiplient dans le pays. Bien que le Brésil ait eu le plus grand parti fasciste en dehors de l'Italie dans les années 30, la défense du totalitarisme a été fortement ébranlée par l'adhésion du Brésil au camp allié et la défaite de l'Axe lors de la Seconde Guerre mondiale. Malgré cela, pendant les trois années du gouvernement de Bolsonaro, l'anthropologue Adriana Dias a identifié une croissance de 270% des groupes extrémistes, principalement néo-nazis, atteignant un univers estimé à dix mille personnes. Les principales cibles de la haine de ces groupes sont les femmes, les Noirs, les Juifs, les habitants du Nordeste brésilien, les immigrés et les populations LGBTQ+[4]

²⁰ BETIM, Felipe. *Associação familiar que recebe dinheiro do MBL entra na mira da Justiça*. El Pais Brasil du 11/7/2020. Disponible au <https://brasil.elpais.com/brasil/2020-07-11/associacao-familiar-que-recebe-dinheiro-do-mbl-entra-na-mira-da-justica.html>. Visualisé le 27 mai 2023.

Les groupes politiques qui décident consciemment de ne pas considérer certaines parties de la société comme des interlocuteurs et qui nient la dignité de ces personnes s'écartent du paradigme libéral-démocratique. Il s'agit d'un phénomène croissant dans le monde entier, mais les conséquences désastreuses observées au Brésil devraient nous faire prendre conscience des moyens juridiques de défendre l'inclusion démocratique.

4) Les expériences humaines doivent être authentiques

Pour assurer la viabilité du régime démocratique en matière de prise de décision qui légitime un droit pour les citoyens autonomes²¹, il est important que ces derniers aient accès à des expériences authentiques. Cette authenticité englobe la variété, car les vertus d'un processus législatif dialogique n'apparaissent que si les points de vue partagés sont différents. D'où l'importance de promouvoir une vie riche et diversifiée à partir d'une éducation émancipatrice. Si tout le monde regarde les mêmes films, aime la même musique et aspire aux mêmes emplois, les résultats du processus décisionnel diminuent également. Mais il est certain que lorsque nous prononçons l'expression "authenticité des expériences humaines", nous pensons au substrat atteint par le citoyen pour qu'il puisse se forger une opinion. Et comme le monde n'est pas immédiatement accessible à l'individu, il est important de connaître qui apporte l'existence du monde à notre conscience.

Le décideur démocratique dépend de la qualité de l'information qu'il reçoit. Pour en faire bon usage, le citoyen doit d'abord savoir que la source d'information (qu'il s'agisse d'un journal, d'une radio ou d'un site web) n'est jamais impartiale²². Les journalistes voient le monde en fonction de leurs expériences personnelles et rapportent ce qu'ils ont vu en fonction de leurs expériences. Sans compter que les intérêts politiques ou économiques des propriétaires ont tendance à dicter les lignes éditoriales. C'est là que se situe le premier et le plus traditionnel défi à l'authenticité de l'information qui parvient au citoyen : à qui appartiennent les médias traditionnels (radios, journaux et chaînes de télévision), même dans leurs versions numériques ? La liberté totale conduit à des situations comme celle du Brésil,

²¹ O'NEILL, op.cit., p. 46.

²² A ce propos, voire notre *Legitimação Política Democrática e Autonomia*, p.91.

où plus de la moitié de ces médias sont dominés par cinq familles ²³. Des familles riches, amies des riches, habituées à construire et à détruire des réputations.

Les progrès des technologies de l'information posent un nouveau défi à l'authenticité des informations fournies aux citoyens. Il s'agit de la possibilité de personnaliser les informations données à chaque personne en fonction des tendances et des préférences qu'elle a manifestées dans le passé. Ainsi, un candidat peut être présenté comme un footballeur pour les amateurs de football, comme un bassiste pour les fans de rock ou comme un bon père pour les jeunes couples. Si un individu n'est en contact avec l'actualité qu'à travers les réseaux sociaux, l'univers qui lui sera présenté risque d'être manipulé à la carte. Le Brésil connaît ce phénomène de manière encore plus intense, car les principaux moyens de diffusion des nouvelles sont les applications de messagerie personnelle telles que WhatsApp. Outre la facilité de diffusion des fausses nouvelles par ces moyens, le mensonge porte toujours en lui la légitimité émotionnelle de la personne qui l'a envoyé - "ça ne peut pas être un mensonge, c'est mon père qui me l'a envoyé".

L'authenticité de l'expérience des citoyens dans la démocratie est l'un des sujets les plus discutés de nos jours, notamment en raison de l'omniprésence de la menace des "fake news" (les fausses nouvelles). Il peut être surprenant de penser que la clé pour progresser dans la résolution de ce problème réside dans la fiabilité des médias traditionnels, bien que le problème de la propriété de ces médias ne soit pas résolu. Rappelons que les fake news n'ont pas été inventées en même temps que nos téléphones portables, et que les intérêts dans la diffusion des nouvelles sont là depuis toujours.

Considérations finales

La théorie de la démocratie libérale telle qu'elle a été exposée, entre autres, par John Rawls et Jürgen Habermas fait preuve de vitalité même face à des attaques qui n'auraient pas pu être prévues à l'époque de son élaboration. Elle est riche en réponses aux questions

²³ LEUTHOLD Ruedi. O poder dos oligarcas na mídia no Brasil. Swissinfo du 25/1/2018. Disponible au https://www.swissinfo.ch/por/economia/concentra%C3%A7%C3%A3o_o-poder-dos-oligarcas-na-m%C3%ADdia-no-brasil/43818642 Visualisé le 27 mai 2023.

contemporaines, ancrée sur des fondations solides érigées par Emmanuel Kant. Mais c'est une théorie très exigeante, qui attend beaucoup du citoyen autonome.

En outre, elle fait aussi preuve de qualité lorsque l'attaque systématique des conditions de son existence a détérioré la coexistence démocratique au Brésil au point de frôler la débâcle. Les optimistes affirment que les institutions ont résisté malgré le dogmatisme des décisions, l'enchevêtrement entre religion et politique, la tentative d'exclure l'autre de l'agora et les manipulations médiatiques répétées. Apparemment ils ont raison, mais la confiance d'une bonne partie du peuple en ces institutions s'est perdue - l'impeachment sans crime de responsabilité, l'emprisonnement sans preuve, et les libéralités avec ceux qui ne jouent pas le jeu démocratique ont mis fin à l'enchantement présent dans les premières décennies de la Nova República²⁴.

L'analyse de l'expérience brésilienne semble toujours indiquer le besoin de protéger la démocratie beaucoup plus qu'elle ne l'est actuellement. La perspective du droit électoral est trop centrée sur les conditions d'éligibilité et sur le jour du suffrage. Une protection active des valeurs présentées ici nous semble nécessaire à la préservation matérielle de la vie politique. Quelque chose comme un droit électoral militant, à l'instar du constitutionnalisme militant.

Enfin, il faut rappeler que le titre de ce texte le lie à la réalité brésilienne, une réalité incomparable à celle d'autres pays. Mais il est également vrai que certains des phénomènes signalés dans le texte sont transcendants, comme le problème de la concentration de la propriété des médias, la décadence des écoles publiques et le mépris de certains citoyens à l'égard du corps élu. Il est clair que les jeunes démocraties sont plus fragiles ; mais cela ne signifie pas que le danger de dérives autoritaires ne soit pas présent partout.

²⁴ Nom donné au régime constitutionnel brésilien à partir de 1988.

Bibliographie

AREIAS, Karilayn. Militares acolhem Bolsonaro. O Dia du 7/12/2014. Disponible au <https://odia.ig.com.br/noticia/brasil/2014-12-08/militares-acolhem-bolsonaro.html> Visualisé le 27 mai 2023.

AZEVEDO, Reinaldo. O IBGE e a religião - Cristãos são 86,8% do Brasil; católicos caem para 64,6%; evangélicos já são 22,2%. Veja de 29/6/2012. Disponible au <https://veja.abril.com.br/coluna/reinaldo/o-ibge-e-a-religiao-cristaos-sao-86-8-do-brasil-catolicos-caem-para-64-6-evangelicos-ja-sao-22-2#:~:text=Se%20em%201970%20havia%2091,na%20esteira%20das%20migra%C3%A7%C3%B5es%20internas> . Visualisé le 27 mai 2023.

BETIM, Felipe. Associação familiar que recebe dinheiro do MBL entra na mira da Justiça. El País Brasil du 11/7/2020. Disponible au <https://brasil.elpais.com/brasil/2020-07-11/associacao-familiar-que-recebe-dinheiro-do-mbl-entra-na-mira-da-justica.html> . Visualisé le 27 mai 2023.

BRESIL, Câmara dos Deputados. <https://www.camara.leg.br/internet/deputado/frenteDetalhe.asp?id=54477> Visualisé le 27 mai 2023.

BRESIL, Constitution de 5/10/1988.

BRESIL, ministère de l'éducation. Site officiel des écoles civiles-militaires. Disponible au <https://escolacivicomilitar.mec.gov.br/#:~:text=O%20Programa%20Nacional%20das%20Escolas%20C%ADvico%2DMilitares%20C%9%20uma%20iniciativa,escola%20e%20apoio%20dos%20militares> . Visualisé le 27 mai 2023.

DELLA BARBA, Mariana et WENTZEL Marina, Discurso de Bolsonaro deixa ativistas 'estarecidos' e leva OAB a pedir sua cassação. BBC News, édition de 19 avril 2016. Disponible au https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2016/04/160415_bolsonaro_ongs_oab_mdb , visualisé le 27 mai 2023.

ESTRADA, Gaspard et BOURCIER, Nicolas. Le naufrage de l'opération anticorruption « Lava Jato » au Brésil. Le Monde, édition de 09 avril 2021. Disponible au https://www.lemonde.fr/international/article/2021/04/09/au-bresil-une-operation-anticorruption-aux-methodes-contestables_6076204_3210.html . Visualisé le 27 mai 2023.

HABERMAS, Jürgen. Droit et Démocratie. Traduction de Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme. Paris, Gallimard, 1997.

LEUTHOLD Ruedi. O poder dos oligarcas na mídia no Brasil. Swissinfo du 25/1/2018. Disponible au https://www.swissinfo.ch/por/economia/concentra%C3%A7%C3%A3o_o-poder-dos-oligarcas-na-m%C3%ADdia-no-brasil/43818642 . Visualisé le 27 mai 2023.

MIURA, Raquel. Bolsonaroistas e petistas correm atrás de voto decisivo dos evangélicos em eleições de 2022. RFI, 15/07/2021. Disponible au <https://www.rfi.fr/br/brasil/20210715-bolsonaristas-e-petistas-correm->

[atr%C3%A1s-de-voto-decisivo-dos-evang%C3%A9licos-para-elei%C3%A7%C3%B5es-de-2022](#) . Visualisé le 27 mai 2023.

O'NEILL, Onora. *Constructions of reason*. 4ème réimpression. New York : Cambridge University Press, 2000, p. 16.

RAWLS, John. *La Justice comme équité*. Traduction de Bertrand Guillaume. Paris, La Découverte Poche, 2008.

RUSCHEL, René. O Brasil é refém do Partido Militar, diz coronel Marcelo Pimentel. Carta Capital du 30/05/2021. Disponible au <https://www.cartacapital.com.br/politica/o-brasil-e-refem-do-partido-militar-diz-coronel-reformado/> . Visualisé le 27 mai 2023.

LIS, Lais. Governo Bolsonaro mais que dobra número de militares em cargos civis, aponta TCU. G1 du 17/07/2020. Disponible au <https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/07/17/governo-bolsonaro-tem-6157-militares-em-cargos-civis-diz-tcu.ghtml> Visualisé le 27 mai 2023.

SALDANHA, Leonardo Tricot. *Legitimação Política Democrática e Autonomia*. Porto Alegre, EdUniRitter, 2008.